



PREFET DE LOIR ET CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le 05 MAI 2014

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Société LIGERIEENNE GRANULATS

« La Ballastière »

37 700 SAINT PIERRE DES CORPS

Ouverture d'une carrière sur le territoire de la
commune de SALBRIS

Rapport de l'inspection des installations classées

à

Monsieur le Préfet de LOIR ET CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

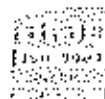
Par lettre de demande en date du 8 janvier 2013 complétée le 07 juin 2013, Monsieur _____, agissant en qualité de Président du Directoire de la société LIGERIEENNE GRANULATS, dont le siège social est situé à « La Ballastière », 37 700 SAINT PIERRE DES CORPS, a sollicité l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de SALBRIS (41).

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 7 juin 2013 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 18 juillet 2013.

I. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les activités classables relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques 2510.1 et 2515.1a de la nomenclature des installations classées. L'ensemble des rubriques concernées par le projet est présenté dans le tableau ci après.



Rubrique	Alimén	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Redevance
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière de calcaire	150 000 tonnes/an au maximum ; 130 000 tonnes/an en moyenne	4 ^{es}
2515	1 a	A	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : supérieure à 550 kW ;	Installations fixes de broyage, concassage et de criblage des matériaux extraits	Puissance de l'ensemble des machines égale à 600 kW	1 ^{ère}
2517	3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Accueil de matériaux inertes de remblais et stériles d'exploitation	Superficie destinée au transit des matériaux égale à 10 000 m ²	/
1435	-	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, du bateau ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 5000 m ³ /an.	Distributeur de GNR	75 m ³ par an de GNR distribué soit un volume équivalent de 15 m ³ /an	/
1432	-	NC	Stockages en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ .	Une cuve aérienne de GNR de 5 m ³ de capacité + une cuve aérienne de 2 m ³ d'huiles	5 m ³ de GNR + 2 m ³ d'huiles soit 1,13 m ³ de liquide inflammable de 1 ^{ère} catégorie.	/
2930	-	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur ; la surface de l'atelier étant supérieure à 2000 m ²	Atelier	Surface = 80 m ²	/

Redevance :

(1) La capacité nominale de production des activités est :

- supérieure ou égale à 300 000 tonnes/an 8
- supérieure ou égale à 150 000 tonnes/an mais inférieure à 300 000 tonnes/an 4
- supérieure ou égale à 50 000 tonnes/an mais inférieure à 150 000 tonnes/an 2

(2) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :

- supérieure à 5 MW 3
- supérieure à 500 kW, mais inférieure ou égale à 5 MW 1

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) DC (Soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société LIGERIEENNE GRANULATS est installée dans le secteur TOURS, ORLEANS, BLOIS depuis plus de 75 ans et est présente dans 6 départements. Aujourd'hui la société LIGERIEENNE GRANULATS compte plus de 35 carrières en exploitation et une centaine de salariés.

1.3. Présentation de la demande

La demande présentée vise à obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers pour une capacité maximale de production de 150 000 tonnes par an, comprenant une installation de traitement des matériaux d'une puissance totale de 600 kW et une installation de transit de matériaux d'une surface maximale de 10 000 m², sur le territoire de la commune de SALBRIS (41).

Le périmètre de la demande d'autorisation d'exploiter couvre une superficie globale de 90 ha 24 a 61 ca pour une surface exploitable de 76 ha 19 a 35 ca.

Les parcelles cadastrées concernées par le projet sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Communes	Lieux dits	Section	Parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée (en m²)	Superficie exploitée (en m²)
SA1.BRTS	« Le Bas Houlay » et « Les Varennes »	AD	34	Autorisée par le présent arrêté préfectoral	11 663	11 232
			35		12 015	11 116
			36		51 508	47 640
			51		35 310	50 137
			52		37 750	35 158
			53p		40 750	35 461
			54		54 010	50 480
			55		68 485	62 601
			58p		56 016	48 090
			59p		1 003	1 277
			60		1 810	1 810
			61		113 390	103 067
			62		45 315	45 315
			63p		88 421	87 498
			64p		60 771	55 699
			65p		56 828	53 714
			66		42 525	39 936
			76p		3 696	1 643
			287		720	/
			568		1 130	/
			569		11 736	/
			570		366	/
			571		14 716	/
			572		21 706	/
			573		9 935	/
			574		455	/
			575		6 302	/
			576		1 343	/
			577		32 392	28 111
Superficie totale de la demande					902 461 m²	761 935 m²

La demande d'autorisation porte sur une durée de 30 ans comprenant 6 phases quinquennales d'exploitation. La capacité annuelle maximale d'extraction est de 150 000 tonnes (130 000 tonnes en moyenne annuelle) et la hauteur maximale du front de taille est de 9 m.

La vocation principale de la remise en état finale de la carrière est un retour à un usage écologique avec création de différents milieux (marcs, zones humides, plans d'eau ...).

La remise en état sera progressive à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux. Le remblaiement partiel sera réalisé avec l'apport d'inertes de l'extérieur, de stériles de production et de terre végétale.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 12 septembre 2013 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que : *« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Les impacts sont bien identifiés et bien traités. »*

Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière précise les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet ; l'avis de l'autorité environnementale recommande cependant d'augmenter la fréquence du suivi du niveau de la nappe et de la qualité des eaux rejetées.»

12. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n°2013-266-0004 du 23 septembre 2013. Elle s'est tenue en mairie de SALBRIS entre le 21 octobre et le 23 novembre 2013 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de SALBRIS, SOUESMES, NOUAN LE FUZELIER et PIERREFITE SUR SAULDRE.

2.2.1. Registre d'enquête et annexe

Mise à part une observation favorable émanant du maire de Salbris, les registres d'enquête sont restés vierges de toute observation et aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur. Au total, une dizaine de personnes sont venues lors des permanences du commissaire enquêteur.

Dans son rapport le commissaire enquêteur précise qu'en l'absence d'observations recueillies sur le projet il a remis au pétitionnaire une demande de précisions portant sur les questionnements oraux des personnes ayant consultées le dossier.

2.2.2. Mémoire en réponse de l'exploitant au commissaire enquêteur.

La société LIGERIEENNE GRANULATS a répondu à la demande du commissaire par un courrier en date du 6 décembre 2013.

13. Avis du commissaire enquêteur

Le 15 décembre 2013, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve sur la demande d'exploiter une carrière aux lieux-dits « Le Bas Boulay » et « Les Varennes » sur le territoire de la commune de SALBRIS.

14. Avis des conseils municipaux

2.4.1. Avis du conseil municipal de SALBRIS

Par courrier du 23 novembre 2013, Monsieur le maire de Salbris a indiqué que la commune confirmait l'avis favorable que le conseil municipal de la commune avait émis lors de la séance du 21 juillet 2011.

2.4.2. Avis du conseil municipal de SOUESMES

Le conseil municipal de la commune de SOUESMES a émis un avis favorable en date du 24 octobre 2013.

2.4.3. Avis du conseil municipal de NOUAN LE FUZELIER

Le conseil municipal de la commune de NOUAN LE FUZELIER a émis un avis favorable en date du 2 décembre 2013.

2.4.4. Avis du conseil municipal de PIERREFITE SUR SAULDRE

Le conseil municipal de PIERREFITE SUR SAULDRE a émis un avis favorable en date du 2 décembre 2013.

2.5. Avis des services consultés

2.5.1. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Le SDIS, a été consulté par courrier du 24 septembre 2013 et n'a pas émis d'avis.

2.5.2. Avis de la Direction Régionale des affaires culturelles, Service régional de l'archéologie (DRAC)

Le dossier a été transmis à la DRAC le 24 septembre 2013 ; ce service n'a pas émis d'avis en retour.

2.5.3. Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT)

La DDT a, par un courrier en date du 28 novembre 2013, indiqué que l'analyse du dossier d'étude d'impact amenait de sa part les remarques suivantes :

« Le PLU a été révisé en 2013, pour permettre notamment la réalisation de la carrière. Un secteur du zonage a été délimité ; le périmètre du dossier de demande d'autorisation est conforme à ce périmètre. L'article N2-2-11 du règlement du PLU a été rédigé pour permettre l'accueil de construction et installations liées à cette activité de carrière. Une première demande de PC a été refusée car le projet n'avait pas fait l'objet d'enquête publique.

Concernant la voie d'accès à la carrière, une attention particulière doit être apportée à l'aménagement du carrefour entre la voie privée d'exploitation à créer et la RD 2020.

Une permission de voirie devra être sollicitée auprès du conseil général et devra être soumis à l'avis de la DDT 41 dans la mesure où la RD 2020 est classée route à grande circulation.

De plus la RD 2020 fait partie de l'itinéraire transport exceptionnel de 1ère catégorie.

- Volet Eau :

Le dossier de demande d'autorisation d'ouverture de la carrière, joint sous format numérique, a fait l'objet d'une mise à jour en mai 2013 (1ère version de décembre 2012).

Les remarques indiquées dans le courrier du 8 avril 2013 (courrier en rapport avec la demande de permis de construire, en annexe 1 du présent rapport) n'ont pas été intégrées totalement à ce nouveau dossier. Il s'agit notamment de la fréquence d'analyses d'eau et du suivi des hydrocarbures même si les dispositions de limitations des rejets ont été prévues.

Par ailleurs, même si le projet de carrière est compatible au SDAGE Loire-Bretagne, les impacts sur les milieux aquatiques ne sont pas complètement inexistant en phase d'exploitation avec la création notamment de plans d'eau dans un bassin versant classé comme réservoir biologique dans le SDAGE.

Les mesures proposées dans le courrier du 8 avril 2013, adressé à l'antenne sud de la DDT dans le cadre de l'instruction du PC, avec copie à l'UT DREAL, n'ont pas été étudiées ou intégrées au dossier de mai 2013. Il est proposé de tenir une réunion entre le service SEB et l'UT DREAL afin d'examiner les possibilités de prise en compte de ces mesures.

- Volet nature :

Le volet nature a bien été étudié dans le cadre du dossier ICPE et les remarques figurant dans le courrier du 8 avril 2013 ont été prises en compte.

- Remarque générale :

Le projet de la carrière a été mis à l'enquête publique avant de disposer de l'avis formel de la DDT sur les enjeux eau et nature. Il conviendrait, pour les prochains dossiers de traiter les enjeux eau et

biodiversité durant la phase de complétude du dossier et préalablement à la mise à l'enquête publique. »

2.5.4. Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

L'ARS a indiqué dans un courrier du 25 juillet 2013 que l'étude du dossier appelait de sa part les observations suivantes (à noter que cet avis a été émis dans le cadre de la contribution du service à l'avis de l'autorité environnementale):

- ♦ Risque de nuisances sonores :

Le pétitionnaire a procédé à une modélisation complète des impacts acoustiques de la future carrière au droit des habitations les plus proches. La mise en place de murets de terre (3 à 5 m de haut) permettrait de respecter les émergences réglementaires.

Toutefois, une vigilance particulière devra être portée au hameau « Le Bas Boulay » dont l'émergence calculée est égale à l'émergence admissible.

Le pétitionnaire prévoit une surveillance régulière des émissions sonores conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié. Le cas échéant, des mesures compensatoires complémentaires devront être mises en place.

- ♦ Qualité de l'air :

Des mesures compensatoires sont prévues afin de limiter les émissions de poussières.

- ♦ Volet sanitaire :

Concernant l'évaluation des risques sanitaires, l'étude d'impact comporte un volet sanitaire bien identifié et complet, celui-ci est jugé acceptable.

En conclusion de son courrier du 25 juillet 2013 l'ARS indique : « Sous réserve que ces dispositions soient prises en considération, j'émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée ».

2.5.5. Avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Loir et Cher (STAP)

Le STAP a été sollicité pour avis sur le projet et a répondu par courrier du 18 novembre 2013 :

« En réponse à votre demande du 4 septembre 2013, je vous fais part de mes remarques sur la demande d'autorisation d'exploiter une carrière aux lieux-dits « Le Bas Boulay » et « Varennes », sur la commune de Salbris, formulée par la société Ligérienne Granulats.

Par sa taille considérable, environ 90 ha au total dont 76 ha exploitables, ce projet va profondément modifier l'aspect des lieux. Cette transformation sera néanmoins à priori peu perceptible, du fait du caractère essentiellement boisé de ce secteur.

Par ailleurs, l'étude rappelle qu'il n'existe à proximité du site d'exploitation envisagé, ni édifice protégé au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, ni site protégé au titre de la loi du 2 mai 1930. De plus, comme indiqué en P110 de l'étude d'impact, aucun édifice relevé par l'inventaire général du patrimoine culturel n'est présent dans l'emprise du projet.

Le STAP de Loir-et-Cher confirme ces informations, mais s'interroge toutefois sur l'absence de toute mention du château du Bas Boulay, élément patrimonial certes non protégé, mais situé à proximité immédiate du projet et visible sur l'ensemble des cartes établies dans le cadre de la présente étude.

Il conviendrait de ce fait, pour compléter cette étude de manière objective, d'indiquer la présence de ce château et d'étudier précisément les effets induits par le projet de carrière sur les abords de cet édifice. A ce titre, il paraît nécessaire de montrer l'efficacité, vis-à-vis du château et de ses

approches, des mesures d'intégration paysagère prévues. En particulier, la frange boisée située au sud du château devra être constituée d'arbres et arbustes assurant une couverture suffisante, tels que houx, chênes et charmillé, par exemple.

En conclusion, sous réserve de la démonstration de l'absence d'impact vis-à-vis du château du Bas Boulay, ce projet d'exploitation de carrière reçoit un avis favorable de ma part. »

2.6. Réponses apportées par l'exploitant et, si besoin, nouvel avis du service suite aux réponses produites

2.6.1. Réponse à la Direction Départementale des Territoires (DDT)

L'exploitant a adressé à la DREAL une réponse à destination de la DDT en date du 23 décembre 2013, ces éléments ont été transférés à la DDT par courriel du 24 janvier 2014 (avis de la DDT transmis à l'exploitant le 13 décembre 2013) :

- *Concernant l'accès à la carrière, comme stipulé dans le dossier de demande d'autorisation, le conseil général a été sollicité en amont pour définir l'aménagement du carrefour entre la voie privée d'exploitation et la RD2020 (cf. document n°4, annexe10). Pour mémoire et comme indiqué dans le document n°2 au chapitre III.A.3 (page 158 et suivantes), la voie privée d'exploitation qui est déjà existante devra simplement être recalibrée pour permettre le passage des camions.*

Le pétitionnaire prend acte de la volonté de la DDT 41 d'être sollicitée en amont de la réalisation du chantier de connexion à la RD2020. La permission de voirie sera donc sollicitée auprès du Conseil Général et sera soumise en parallèle à l'avis de la DDT 41.

- *Volet eau :*

- *Concernant les analyses d'eaux, il convient de rappeler qu'une étude hydrogéologique complète a été réalisée avant de définir les impacts potentiels et les mesures adaptées (cf. document n°2 chapitres II.B, III.B et VII.B et document n°4, annexe 12). Le pétitionnaire relève donc que les mesures en termes de fréquence de suivi sont adaptées aux enjeux locaux identifiés. En tout état de cause, c'est l'arrêté préfectoral qui définit la fréquence et les paramètres d'analyse. Le pétitionnaire a simplement proposé des points de mesures et des fréquences qui lui semblent pertinents et sont usuellement préconisées. Par ailleurs, les hydrocarbures figurent parmi les paramètres systématiquement suivis.*
- *Concernant la réalisation de plans d'eau dans le cadre du réaménagement après exploitation de la carrière, il est effectivement utile de noter que cela reste conforme à la réglementation en vigueur.*

Si l'existence d'impacts sur les milieux aquatiques ne peut évidemment pas complètement être exclue, il est par contre excessif de considérer sans étude appropriée et en dépit des résultats de l'étude d'impact que ces nouveaux plans d'eau risquent d'augmenter le risque hydrologique de non atteinte du bon état des eaux. Les éléments de démonstration relatifs notamment à l'effet de pompage dans les plans d'eau sont traités dans le chapitre III.B.5 du document n°2. L'impact est bien considéré comme non significatif.

Enfin si la création de ces plans d'eau répond aux souhaits de certains propriétaires, c'est surtout dans le cadre du projet d'exploitation de carrière un élément essentiel du point de vue économique (nombre de camions en circulation - volume de déchets inertes), technique (équilibres hydrauliques aux vu des enjeux du site) et collectifs (minimiser les impacts sur les riverains - favoriser la biodiversité).

Le pétitionnaire tient à conclure en rappelant que le projet de réaménagement a déjà été défini en prévoyant le remblaiement du site afin de limiter les surfaces en eau résiduelles (cf. document n°2 chapitre VIII).

- *Le pétitionnaire rappelle que plusieurs échanges ont déjà eu lieu avec la DDT41. En l'occurrence, il convient de noter que le pétitionnaire a déjà pris en compte l'essentiel des remarques de la DDT (courrier du 08 avril 2013) dans le dossier de demande d'autorisation carrière présenté à l'enquête publique. Les deux seuls points qui n'ont pas été intégrés par le pétitionnaire ne pouvaient l'être soit car déjà adaptés aux enjeux et conformes aux dispositions habituelles soit pour des raisons technico-économiques liées au projet.*

Suite à la transmission de ces éléments de réponse à la DDT le 24 janvier 2014, ce service a indiqué par courriel du 5 mai 2014 que « malgré le fait que la réponse de l'entreprise ne corresponde pas to-

talement aux remarques émises, j'émetts un avis favorable sur ce dossier concernant les aspects « eaux » (remise en état sous forme de plans d'eau) ».

2.6.2. Réponse à la DT de l'Agence Régionale de Santé (DT ARS)

L'avis de l'ARS ayant été émis dans le cadre de la consultation pour l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale, ce dernier n'a pas été soumis à l'exploitant. Les remarques de l'ARS sont cependant reprises dans le projet d'AP joint au présent rapport.

2.6.3. Réponse au STAP de Loir-et-Cher.

L'exploitant a adressé à la DREAL une réponse à destination de la STAP en date du 23 décembre 2013, ces éléments ont été transférés au STAP par courriel du 24 janvier 2014 :

- o Pour mémoire comme présenté dans le chapitre V (pages 250-258) du dossier de demande d'impact, le projet initial visait une surface de 130 ha, mais celle-ci a été réduite à 76,2 ha exploitable. Concernant la modification du milieu il est tout de même important de noter que le réaménagement du site a été justement réfléchi pour ne pas induire une profonde modification de l'aspect des lieux. Sa vocation cynégétique initiale sera d'ailleurs conservée. Le réaménagement du site prévoit une mixité de milieux déjà existants sur le site (boisements, zones humides, plans d'eau et landes sèches) comme cela est présenté dans le chapitre VIII (page 297-305) de l'étude d'impact.
- o Pas d'objection quant à l'absence de patrimoine culturel.
- o Concernant la prise en compte du château du Bas Boulay bien que non notée par la STAP de Loir-et-Cher, elle est pourtant claire dans le dossier de demande d'autorisation. L'autorité environnementale note d'ailleurs en page 5 de son avis qu'une modélisation complète des impacts acoustiques traite des émergences sonores au niveau du hameau « Le Bas Boulay ».

Il est essentiel de relever que le Château du Bas Boulay bénéficie d'un parc arboré en ceinture. Les arbres assez élevés constituent un véritable écran paysager percé par de simples allées. Cependant une étude paysagère spécifique a été réalisée, annexée au dossier de demande d'autorisation (document n°4 – Annexe XIV) et intégrée à l'étude d'impact (document n°2). Les perceptions visuelles depuis le château du Bas Boulay sont évoquées aux chapitres II.C.2.2 pages 113-114, III.C.2.2 pages 212-227. Il apparaît que la carrière est très peu perceptible (limitée et éloignée).

Les impacts vis-à-vis du Château du Bas Boulay ont bien été pris en compte. Un suivi des émergences sonores sera réalisé. Au vu des perceptions visuelles existantes et des simulations réalisées les mesures prévues dans le cadre du dossier de demande d'autorisation semblent satisfaisantes et permettent de garantir l'absence d'impact.

Suite à ces compléments, le STAP de Loir-et-Cher a, par courriel du 27 janvier 2014, indiqué que « Après examen des documents et au regard d'un enjeu patrimonial secondaire (bien qu'une présentation du château du Bas-Boulay eût été appréciée), les réponses apportées aux interrogations du STAP apparaissent satisfaisantes. »

1.1. Compatibilité avec le Schéma Départemental des Carrières (SDC)

Bien que le schéma départemental des carrières ait été approuvé par le Préfet de Loir-et-Cher le 31 juillet 2013, donc postérieurement à la recevabilité de la demande objet du présent rapport (rapport du 18 juillet 2013), il a été demandé à l'exploitant de justifier de la compatibilité de son projet avec ce document aujourd'hui opposable dans son dossier de demande d'autorisation.

Le pétitionnaire a donc complété son dossier en positionnant son projet en regard des orientations du SDC 41 pour lesquelles son projet est concerné et est arrivé à la conclusion que le projet est conforme au SDC.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Les enjeux environnementaux principaux susceptibles d'être impactés par le projet sont :

- La biodiversité : faune, flore et milieu naturel,
- la qualité des sols et des eaux souterraines.

Les autres thématiques ayant un enjeu environnemental moindre sont néanmoins décrites ci-dessous.

3.1.1. Biodiversité : faune, flore.

La carrière est située en zone Natura 2000, au sein de la zone spéciale de conservation (ZSC) « Sologne ».

Au Nord-Ouest du projet, à environ 6 km de la carrière se trouve également une autre zone Natura 2000, la zone de protection spéciale (ZPS) « Étangs de Sologne », classée au titre de la Directive « Oiseaux ».

Une ZNIEFF de type 1 « Étangs et landes de la Bardelière » a également été définie à 3,5 km au Nord-Est du projet.

L'évaluation des incidences du projet sur les espèces et les habitats, réalisée au titre de la Directive Natura 2000 par l'Institut d'Écologie Appliquée (IEA) arrive à la conclusion suivante : *« Étant donné qu'aucune incidence notable sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire n'a été identifiée de la part du projet de carrière de Salbris, l'IEA conclut qu'il ne remet pas en cause les objectifs de conservation définis dans le DOCOB ».*

3.1.2. Sols et eaux souterraines

L'exploitation est prévue dans la nappe des sables et argiles de Sologne. Cette nappe n'est pas exploitée, dans ce secteur, à des fins d'alimentation en eau potable.

Le projet prévoit, pour le fonctionnement de l'installation de lavage des matériaux, un appoint d'eau fourni au niveau du bassin de décantation qui est en connexion avec la nappe des sables et argiles de Sologne. En cumulant ce prélèvement et l'évaporation depuis les surfaces en eau, le projet de carrière générera un prélèvement équivalent de 73 m³/h.

Un réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines sera mis en place et sera composé, à minima d'un piézomètre amont et de deux en aval. Des mesures seront réalisées selon une fréquence trimestrielle.

Concernant la pollution éventuelle des eaux souterraines par les hydrocarbures, le pétitionnaire prévoit que le ravitaillement des engins se fasse sur une aire étanche. Le réservoir de stockage du carburant pour les engins sera stocké sur rétention. Des kits anti-pollution seront également présents sur le site.

3.1.3. Eaux superficielles

Les eaux présentes sur le site seront les eaux issues de l'aire de lavage et de ravitaillement des engins. Ces eaux sont acheminées dans un bac de décantation puis dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin de décantation de la carrière.

La proposition d'arrêté préfectoral prévoit une mesure à minima annuelle de la qualité de ces eaux (débit, température, pH, MEST, DCO, HCT).

3.1.4. Nuisances sonores

Concernant le bruit l'étude jointe au dossier met en avant que les niveaux sonores en limite de propriété du site, ainsi que les valeurs de l'émergence dans les zones à émergence réglementée seront respectées grâce à la mise en place de merlons (3 à 5 m de haut).

Une vigilance particulière devra être portée au hameau « Le Bas Boulay » dont l'émergence calculée est égale à l'émergence admissible.

Une surveillance régulière des émissions sonores conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié sera mise en place dans les trois premiers mois suivants le début d'exploitation puis tous les ans. Le cas échéant, des mesures compensatoires complémentaires devront être mises en place.

3.1.5. Paysage.

La carrière, qui sera exploitée à de faibles profondeurs, est située dans une zone boisée de topographie plane. Le contraste entre les teintes de la végétation et celles du sable va modifier l'aspect du site pendant l'exploitation.

Des merlons de 3 mètres de hauteur seront mis en place en limite de zone exploitable et une frange boisée sera conservée afin de limiter l'impact paysager.

Les infrastructures seront localisées à proximité d'un chemin privé d'exploitation agricole menant à la ferme du Bas Boulay. Les défrichements prévus rendront celles-ci visibles uniquement depuis la ferme (actuellement inoccupée) et l'accès au château du Bas Boulay. Les merlons masqueront les mouvements des camions et seuls les hauts de quelques structures seront visibles depuis ces deux habitations même si la végétation attenante atténuera la visibilité.

3.1.6. Air

Les principaux rejets atmosphériques liés à l'activité de la carrière sont les émissions de poussières dues à la circulation des véhicules et engins d'extraction, aux opérations de décapage et de mise en merlons des terres de découverte.

Pour limiter les émissions de poussières l'exploitant a prévu sur une grande partie du site, en remplacement des engins, d'utiliser un convoyeur. Par temps sec, il est également prévu un arrosage des pistes à l'aide d'un camion citerne.

Concernant le traitement des matériaux par voie humide, les émissions de poussières issues de l'installation seront très limitées.

La proposition d'arrêté préfectoral impose à l'exploitant l'obligation de réaliser des contrôles de retombées de poussières dans l'environnement.

3.1.7. Déchets

Le fonctionnement de la carrière sera à l'origine de la production de déchets non dangereux et de déchets dangereux dans des quantités relativement réduites.

Les déchets dangereux sont principalement constitués par : les huiles et batteries usagées, les huiles de vidange et les filtres ainsi que les chiffons souillés.

L'ensemble des déchets sera récupéré par le personnel avant d'être confié à des entreprises spécialisées dans leur traitement.

3.1.8. Trafic routier

L'évacuation des matériaux se fait directement par la RD n°2020 dont l'accès sera aménagé à l'ouverture de la carrière (mise en place d'une tourne à gauche, conformément aux recommandations du conseil général et de la DDT).

Les trafics journaliers moyens et maximums sont respectivement de 25 et 30 allers et retours par jour. Le trafic quotidien moyen de la carrière représente un pourcentage moyen du trafic quotidien total de la RD n°2020 de 10 % et 12 % maximum du trafic journalier de poids lourds.

3.1.9. Effets sur la santé

L'évaluation des risques sanitaires produite dans le dossier met en avant que pour chacun des risques inventoriés : poussières, gaz de combustion et bruit, aucun risque sanitaire ne sera à craindre.

3.1.10. Risques technologiques

Étant donné le type de risques pour lesquels l'exploitation de la carrière est concernée (incendie, déversement d'hydrocarbures, risques liés à la circulation des véhicules, noyade), les mesures préventives mises en œuvre (extincteurs sur le site, vérification du matériel électrique, stockage des hydrocarbures sur aire étanche, affichage d'un plan de circulation et de panneaux de signalisation des différents dangers), le niveau de risque induit par l'ouverture et l'exploitation de la carrière est acceptable.

3.1.11. Remise en état

Le projet prévoit une remise en état progressive du site à mesure de l'avancement de l'extraction des matériaux. La vocation principale de la remise en état finale est un retour à un usage à vocation écologique.

La carrière sera partiellement remblayée avec les stériles de l'exploitation et des matériaux inertes venant de l'extérieur.

La remise en état consiste principalement en la création de deux zones humides, pour une superficie totale de 51ha, de 3 plans d'eau pour environ 9 ha, d'un réseau de mares et d'une chenalé pédonculée acidophile à Molinie.

3.1.12. Garanties financières

Les garanties financières ont été calculées sur la base forfaitaire du montant de référence tel que défini par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009. Le pétitionnaire a prévu l'exploitation du site et sa remise en état en 6 phases quinquennales.

Les montants à garantir pour chaque phase varie de 300 000 € à 825 000 € (Cf. montants exacts sur projet d'arrêté préfectoral joint).

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve.

Les chefs de services consultés au cours de la procédure ont finalement tous émis des avis favorables après avoir obtenu des réponses de l'exploitant, conduisant dans certains cas à des ajustements apportés au projet.

Les conseils municipaux qui se sont exprimés ont tous émis des avis favorables.

Compte tenu des compléments et ajustements apportés par l'exploitant à son projet suite aux avis exprimés au cours de la procédure le service instructeur émet un avis favorable au projet.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des résultats de la procédure exposés ci-dessus, des ajustements apportés à son projet par le pétitionnaire en réponse aux observations formulées au cours de la procédure d'instruction, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société LIGERIENNE GRANULATS sur le territoire de la commune de SAILLEURS, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation carrières, conformément à l'article R.512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des installations classées pour la
protection de l'environnement

Pour le Directeur,
Le chef de la deuxième subdivision
de Loir-et-Cher

Copie : DRE-AL (SEIN, SEB)

Annexe 1 : Avis de la DDT sur la demande de PC en date du 8 avril 2013



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction
Départementale
Des Territoires
Service Eau et
Biodiversité

Blois, le 8 avril 2013

L'adjoint au chef du service
Eau et Biodiversité
à

Antenne Territoriale Sud
58 rue des Capucins
B.P. 60247
41200 ROMORANTIN-LANTHENAY

Objet : Installation d'un process d'extraction de li et construction de structure métallique et bargeaux à Selvais
ARRÊTÉ : ARRÊTÉ n° 3177
VIRÉ : Affaire suivie par Ludovic Blandet
Copie : UT DREAL

Permis de construire n° 041 232 13 S0001

Cette demande d'autorisation d'ouverture de carrière aux lieux-dits "Le Bas Boulay" et "Les Varennes" à Selvais est soumise à une étude d'impact et à enquête publique ; sur l'aspect définitif le dossier est en cours d'instruction.

La surface totale du site est de : 902 461 m² (sur 29 parcelles) avec une emprise réellement en exploitation de 761 935 m² (19 parcelles concernées).

En ce qui concerne la forme, un plan en A3 superposant le nouveau tracé de l'exploitation de la carrière (suite analyse des effets du projet sur l'environnement) et les enjeux floristiques et milieux naturels est indispensable. Nous émettons toutefois une réserve sur le chemin de sortie. Il est précisé qu'une piste existe et devra être renforcée pour accueillir le trafic des camions de carrière. Le chemin de débarras actuel (déjà existant), mais ne débouchant pas, a été analysé comme :

- sans impact direct sur la chaîne pédonetée acidiphile à Molinie
- avec risque d'impacts indirects significatifs sur l'état de conservation de 2 zones humides dont l'une est d'intérêt communautaire.

La création d'une piste privée (parcelles A10 3 à 5) permettra l'accès au site à partir de la RD 20, avec franchissement du ruisseau Le Fossé des Vacherons.

On ne peut conclure à l'absence d'incidences Natura 2000 sans avoir au préalable étudié et présenté le volet renforcement du chemin de sortie.

Stockage des hydrocarbures : le carburant destiné aux engins sera stocké dans une citerne aérienne de 5 m³ et le plein des véhicules s'effectuera sur une aire étanche située à proximité de cette citerne. Les huiles neuves et usagées seront respectivement stockées dans 5 fûts de 200 litres et dans une cuve de 1 m³ sur des cuvettes de rétention adaptées au sein de l'atelier. Compte-tenu de la proximité de la nappe, il conviendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les fuites d'hydrocarbures dans le milieu naturel (cuve de rétention étanche pour la citerne de carburant...). Des séparateurs à hydrocarbures sont prévus pour limiter risques de pollution des eaux superficielles et souterraines.

Adresse postale
17, quai de Fabert-Orléans
41012 Blois cedex
téléphone :
02 54 55 73 40
fax :
02 54 55 73 77

Gestion de l'eau : Les eaux de procédés circulent en circuit fermé via des bassins de décantation. Les seuls rejets proviendront des plans d'eau n° 2 et 3 qui recevront les eaux de ruissellement issues des zones en exploitation. Ces plans d'eau seront reliés par un busage et les eaux excédentaires du plan d'eau n° 3 seront rejetées vers l'étang de la Giraudière existant par un fossé.

Compte-tenu de l'activité d'extraction du granit, il convient d'assurer une décantation efficace des eaux rejetées vers le plan d'eau de la Giraudière. Il est prévu l'attribution d'anciennes fosses d'exploitation comme bassins de décantation des eaux issues du lavage du sable. Enfin, il est nécessaire de déterminer le volume des eaux collectées afin de limiter le débit de fuite vers cet étang conformément au point 3D-2 du SDAGE du bassin Loire-Bretagne (20 litres par seconde maximum pour une pluie d'occurrence décennale).

Au niveau qualitatif, une série de prélèvements et d'analyses d'eau ont été réalisées en mars 2012 sur 3 points d'eau (page 102 du dossier), à savoir le piézomètre Pz5 en amont hydraulique du projet, une mare située au sud et l'exutoire de l'étang de la Giraudière. Il conviendra de continuer à réaliser des analyses au niveau de ces points pendant la phase d'exploitation afin de contrôler la qualité des eaux et de vérifier également le paramètre "hydrocarbures totaux" dans ces eaux. Des analyses annuelles des eaux seront réalisées à l'exutoire de l'étang de la Giraudière (page 251 du dossier) puis au niveau des plans d'eau n° 2 et 3 après leur création. Pour les eaux souterraines, des analyses seront effectuées sur un piézomètre amont et 2 piézomètres aval à la même fréquence annuelle. Il pourrait être intéressant de réaliser ces analyses à une fréquence plus élevée et de rechercher les hydrocarbures.

Concernant les eaux souterraines, le suivi piézométrique trimestriel est prévu sur les ouvrages entourant le site et les puits des Varennes et du Bas Boulay, avec accord des propriétaires. Cette fréquence me semble satisfaisante sous réserve de la détermination précise des piézomètres actifs.

L'emprise de la carrière est longée pour partie au Nord-Ouest par le fossé des Vacherons et est située sur le bassin versant de la masse d'eau superficielle "La Saulde depuis Salbris jusqu'à Rumorantin-Lanthenay" (FRGR0337a) classée en tant que réservoir biologique pour la truite et le brochet.

L'emprise de la zone d'exploitation montre l'absence de plans d'eau mais la présence de quelques mares et zones humides.

Le projet de remise en état du site après exploitation concernera la création de boisements, de zones humides (51 ha) et de 3 plans d'eau (0,94 ha, 3,12 ha et 4,71 ha).

Les dispositions SDAGE IC-1 à IC-4 ne s'appliquent pas aux remises en état des carrières. Toutefois, vu la forte densité de plans d'eau sur le bassin versant considéré, ces nouveaux plans d'eau risquent d'augmenter le risque hydrologique de non atteinte du bon état des eaux, notamment au travers de l'interception des eaux météoriques et de l'évaporation estivale des plans d'eau. Par ailleurs, la création de ces plans d'eau ne repose pas sur des intérêts économiques ou collectifs, mais répondent seulement aux souhaits de certains propriétaires (cf p. 274).

Au vu de ces éléments, la création de plus de 8 hectares de plans d'eau sur un bassin versant classé en tant que réservoir biologique dans le SDAGE ne nous paraît pas pertinente.

Une remise en état sous forme de zone humide (à l'instar de ce qui est proposé sur le reste du site), ou au moins une réduction forte des surfaces en eau, en ne conservant que le plan d'eau n° 1 et quelques réseaux de mares, est à privilégier pour limiter l'impact sur le milieu.

Le projet prévoit la création d'un système de lavage des matériaux brut fonctionnant en circuit fermé avec un débit maximum de 300 m³/h.

Ce dispositif nécessite d'apporter à l'installation environ 60 m³/h d'eau claire supplémentaire afin de compenser les pertes en eau lors du traitement (page 193).

La zone d'influence du pompage montre une zone d'appel à la page 195. Les puits existants à Bas Boulay et Haut Boulay verront leur niveau d'eau diminuer.

Cette zone englobe également Le Fossé des Vacherons.

Le dossier n'étudie pas l'impact des prélèvements sur le niveau d'eau du cours d'eau. Il convient d'apporter des éléments plus détaillés montrant que le prélèvement dans la nappe des sables et argiles micocènes de Sologne (masse d'eau FRG0094) n'affecte pas le fonctionnement du Fossé des Vacherons, et les mesures compensatoires envisagées dans le cas contraire.

En ce qui concerne les nuisances sonores, le projet est situé en zone de contraintes environnementales de niveau 3 : L'implantation des carrières doit prendre en compte explicitement les enjeux environnementaux spécifiques de ces zones, notamment dans les choix d'aménagement et de remise en état (projet du schéma départemental des carrières).